

CHAPITRE 1

**L'EMBALLAGE DU
MYTHE**

La façade flatteuse

On connaît le décor : le fonctionnaire stéréotypé. Un type qui débarque quand les autres ont déjà bouffé la moitié de la matinée, qui disparaît avant l'heure, et qui, entre-temps, pratique le marathon de la cafetière. L'homme-café, créature mythique qui ne guette pas l'heure, mais le moment sacré de la pause déjeuner. Dans l'imaginaire collectif, il n'a pas de poste, il a un tabouret au bar.

Cette caricature s'imprime facilement parce qu'elle est simple : on plaque la sécurité de l'emploi sur une flemme supposée. « Il sera payé quoi qu'il arrive », comme un immortel de série Z sponsorisé par le Trésor public. L'emploi garanti devient la machine à fantasmes : ce qu'on hait n'est pas le salaire, c'est l'idée qu'il tombe sans sueur, comme un jackpot mensuel. L'envie se camoufle derrière la moquerie : on déteste chez l'autre ce qu'on rêve d'avoir.

L'image est toujours la même, recyclée depuis des décennies : des bureaux grisâtres où l'air est mort depuis Pompidou, des rideaux qui pendent comme des draps d'enterrement, et cette horloge de préfecture qui sonne midi à 11h50, comme pour accuser elle-même son propriétaire de fraude au temps de travail. C'est une scène de comédie française fauchée : « Papy fait de la résistance administrative. »

Mais derrière l'anecdote de comptoir, se cache un fantasme plus large : le fonctionnaire n'est plus un type en chair

et en os, c'est le symbole d'un Eldorado interdit : celui où on peut toucher un salaire sans performance, sans concurrence, sans patron qui crache son haleine de café froid au-dessus de ton épaule. C'est une utopie crasse : le pays des planqués heureux. Dans ce récit, le fonctionnaire devient moins une personne qu'un concept, une provocation vivante pour les autres condamnés à vendre leur sueur à la découpe.

Et puis il y a le rôle de « licorne sociale ». Tout le monde admet qu'elle n'existe pas, mais tout le monde a « une anecdote vraie » : un cousin qui a vu son dossier refusé par un mec qui roupillait au guichet, une voisine qui jure avoir croisé un employé public en train de feuilleter son horoscope au lieu de bosser. C'est le monstre du Loch Ness de l'État : jamais photographié clairement, mais toujours présent dans les récits de famille.

Plus c'est ridicule, plus ça marche. La caricature rassure, elle offre une illusion de lucidité : on croit avoir percé le « secret sale » de l'administration. En réalité, on se contente d'un slogan : « ils ne foutent rien ». Une blague de comptoir qui sonne comme une vérité officielle, parce qu'elle est répétée jusqu'à la nausée. Et c'est là que le piège se referme : le rire devient preuve, la caricature se mue en diagnostic national.

Les signes distinctifs visibles

Le fonctionnaire caricatural se reconnaît à ses accessoires, comme un mauvais super-héros dont la panoplie serait vendue en kiosque. Chemise froissée, lunettes qui penchent, le fameux tampon encreur tenu comme un sceptre, et la pile de dossiers jaunis, empilés comme des strates géologiques d'ennui. On ne sait pas si ces papiers sont en attente de traitement ou s'ils servent de rempart contre l'air extérieur. Dans l'imaginaire collectif, c'est sûr : ils ne seront jamais ouverts, seulement déplacés de gauche à droite, histoire de simuler un flux de travail.

Et puis il y a l'icône nationale : le guichet fermé. Vitrail moderne de la religion bureaucratique. « Revenez demain », « Fermé pour formation », « Service exceptionnellement clos ». C'est devenu un logo français, presque aussi universel que la baguette ou le béret. Le panneau « fermé » n'indique pas une absence, il prêche une vérité : l'administration ne t'attend pas, elle t'écrase.

Ces objets triviaux : tampon, guichet, panneau : finissent par prendre une valeur sacrée. Chaque tampon est une hostie bureaucratique. Chaque panneau « fermé » ressemble à une prière : « Seigneur, épargne-nous un dossier de plus. » Le folklore administratif n'est pas drôle par lui-même, mais on le répète comme une messe noire où tout le monde connaît les paroles.

Et puis il y a la liturgie verbale, ces phrases qui claquent comme des portes automatiques : « C'est pas ici. » « Il manque un papier. » « Revenez la semaine prochaine. » Toujours dites sur le même ton monotone, la voix qui suinte le désespoir en mode boucle. Pas besoin de fermer le guichet, la phrase le fait à sa place.

Bien sûr, aucun de ces signes ne prouve la paresse. Le tampon ne fait pas la flemme, pas plus que la chemise froissée ne signe l'oisiveté. Mais dans l'imaginaire collectif, c'est suffisant. Les objets banals deviennent des preuves matérielles d'un procès permanent. L'ambiance de fainéantise se nourrit d'images, pas de faits. Et à force, on n'a même plus besoin du fonctionnaire : le guichet vide suffit à faire rire.

La différence affichée

On nous ressert toujours la même soupe : le fonctionnaire aurait « le job en or ». Salaire qui tombe comme la pluie en novembre, horaires fixes gravés dans le marbre, pas de chef qui menace de couper les primes, et à la clé une retraite plus dodue que celle du petit soldat du privé. Bref, la vie en cage dorée.

En face, le salarié du privé joue les gladiateurs low-cost. Il court après ses primes comme on court après un ticket de métro qui glisse sous la porte. Chaque crise est un couperet, chaque réunion RH un possible enterrement de carrière. Le

fonctionnaire, lui, est supposé flotter tranquillement, protégé derrière un mur statutaire aussi solide qu'un bunker soviétique.

La caricature va jusqu'à transformer le fonctionnaire en panda de réserve naturelle. Espèce protégée, interdite de licenciement, nourrie aux feuilles de dossiers et abreuvée à l'argent public. On ne le chasse pas, on le contemple, entre fascination et jalousie. Le « planqué » devient un animal rare : inutile, mais protégé.

Cette différence grossie nourrit une fracture sociale bien pratique. D'un côté, les « vrais bosseurs » qui transpirent et flippent pour leurs factures. De l'autre, les « planqués », ces statues vivantes de l'oisiveté supposée. On les envie autant qu'on les méprise : ils sont la preuve vivante qu'on s'est fait avoir par le deal social.

Évidemment, ce contraste n'est pas sorti de nulle part. Il est gonflé à bloc par ceux qui y trouvent leur intérêt. Les médias qui adorent vendre des images simples, les politiques qui se refont une santé électorale en tapant sur les « privilèges », et même certains syndicats du privé qui agitent l'épouvantail pour réclamer leurs miettes. Bref, tout le monde trouve son compte à opposer le « peuple actif » aux « pandas publics ».

Ce théâtre d'ombres est utile : il divise, il occupe, il canalise. On se retrouve avec deux camps qui n'existent pas vraiment, mais qu'on entretient avec soin : les « bosseurs »

et les « planqués ». Comme si la société se résumait à un duel grotesque entre la sueur et la sieste.

L'illusion vendue

On a vendu le fonctionnariat comme un hôtel trois étoiles pour fainéants. Chambre individuelle garantie (le bureau, parfois partagé avec les araignées), repas compris (la pause café, rite sacré), loisirs offerts (la sieste planquée derrière un dossier), et au bout du séjour, une pension servie sur plateau. Forcément, vu de l'extérieur, ça ressemble à un all-inclusive payé par « nos impôts ».

L'illusion va plus loin : on s'imagine une armée invisible de types assis derrière des bureaux fantômes, touchant un salaire pour regarder l'encre sécher. Une légion de fantômes payés à ne rien foutre, entretenus par le portefeuille du contribuable. Le délire devient si confortable qu'on en rajoute : on croit presque qu'ils touchent une prime spéciale pour chaque bâillement, un bonus pour chaque « revenez demain ».

Et ça marche parce que c'est simple. Trop simple. Une image enfantine qui donne un ennemi accessible, presque sympathique : le fonctionnaire parasite. Pas besoin de regarder les vrais sangsues, celles qui vivent dans les tours de verre et ponctionnent des milliards en un claquement de doigts. Le fonctionnaire, lui, est visible, palpable, à portée

de guichet. Il devient le bouc émissaire pratique : on peut gueuler dessus sans se faire écraser par un lobby bancaire.

L'opposition binaire s'installe : d'un côté, « ceux qui bossent vraiment » ; de l'autre, « les parasites ». Un dessin animé moral, avec ses héros fatigués du privé et ses méchants planqués de l'État. Plus c'est grossier, plus ça circule. Comme un mème avant l'heure, la blague se transforme en dogme national.

Ce qui est pratique avec ce mythe, c'est qu'il détourne la colère. On n'insulte pas la banque qui ferme des usines, ni la multinationale qui planque son fric aux Bermudes. On préfère engueuler la guichetière qui demande un formulaire en plus. L'arnaque est tellement bien ficelée que tout le monde y trouve son compte : les profiteurs restent planqués derrière le rideau, et le fonctionnaire prend les coups.

L'histoire est trop belle pour être vraie. Mais elle est trop utile pour disparaître. Comme un vieux mensonge qui a trouvé son business model, on le ressort à chaque repas de famille et à chaque campagne électorale. La fable rassure, le cliché vend, et la vérité peut bien aller se faire foutre.

La dynamique du discours

Le mythe ne vit pas dans les bureaux, il prospère ailleurs. À la machine à café du privé, quand un collègue balance entre deux gorgées tièdes : « On paie pour ces planqués ! » Au

repas de famille, entre le gigot et le vin rouge, où l'oncle lâche son refrain : « Ils ont encore trois mois de vacances. » À la télé, où les mêmes images recyclées tournent en boucle : un guichet fermé, une file interminable à la préfecture, une voix off qui insinue que derrière ce chaos se cache la paresse.

Et il y a les figures archétypales de ce cirque. L'oncle bourré, oracle de bistrot qui sait tout sur tout. L'éditorialiste en costard, payé grassement pour dénoncer l'assistanat depuis un studio chauffé. Le voisin, toujours armé d'« une anecdote vraie » : il aurait vu de ses propres yeux un fonctionnaire endormi sur sa chaise, preuve irréfutable, jurée crachée. Des témoignages d'une banalité crasse, mais qu'on brandit comme des évidences gravées dans le marbre.

La magie du mythe, c'est la répétition. Plus on le répète, plus il devient indiscutable. Une blague de comptoir répétée mille fois finit par valoir une statistique nationale. Le ragot se

transforme en donnée, l'anecdote en vérité. On ne demande plus : « Est-ce vrai ? » On répète : « Tout le monde le sait. »

Le pire, c'est que cette viralité existait avant Internet. Elle s'installait par bouche-à-oreille, blagues de bureau, chroniques radio. Aujourd'hui, elle carbure aux memes et aux vidéos virales : guichets fermés transformés en GIFs, répliques

recyclées en punchlines Facebook. Le mythe s'adapte mieux que la vérité, il a trouvé son moteur à essence dans le ridicule.

Quand tout le monde répète la même rengaine, ça sonne comme une vérité historique. Peu importe que la réalité la contredise : la rumeur a gagné. Et une fois qu'elle s'est installée dans les conversations du dimanche et les posts viraux du lundi, plus personne ne cherche à la déloger.

Voilà pour l'emballage : une vitrine crade, pleine de clichés recyclés, qui sent la naphtaline et la rancune. Mais un emballage, ça ne tombe pas du ciel. Il y a toujours quelqu'un qui a découpé le papier, noué le ruban et collé l'étiquette « fainéants » dessus.

Alors, qui avait intérêt à monter ce décor de carton-pâte ? Quels événements ont transformé la caricature en évidence ? Parce que les blagues ne naissent pas toutes seules : il faut des répétiteurs, des amplificateurs, des professionnels du micro mensonge qui devient grande légende.

Le mythe, c'est un chewing-gum collé sous une table d'école. Personne ne sait qui l'a laissé là en premier, mais des générations continuent à y coller leurs doigts. Ça dégoûte, ça colle, mais personne ne fait l'effort de le gratter.

Le prochain chapitre va justement plonger dans ces racines : les vieilles caricatures poussiéreuses, les relais politiques, les médias qui ont fossilisé la blague jusqu'à la transformer en dogme national. En gros, l'archéologie d'une idée reçue devenue patrimoine culturel.

Démonter le cliché ne blanchit personne

Avant de commencer, retirons une stupidité qui empoisonne les deux camps. Dire que le mythe du fonctionnaire feignant est faux ne signifie pas que chaque agent travaille bien, que chaque service est correctement organisé ou que l'administration traite toujours les citoyens avec respect. Il existe des agents paresseux, des chefs lâches, des services absurdes, des erreurs répétées et des guichets qui donnent envie de mâcher le formulaire. L'espèce humaine n'a pas été miraculeusement purifiée par concours.

Le mythe commence ailleurs. Il prend un défaut réel, parfois rencontré, puis l'étend à près de six millions d'agents, à trois fonctions publiques, à des centaines de métiers et à des situations qui n'ont rien à voir. L'infirmière de nuit, le professeur, l'agent d'entretien, le greffier, l'ingénieur, le policier, l'éducateur, le secrétaire de mairie et le cadre d'administration sont rangés dans le même tiroir. Sur l'étiquette, un seul mot : planqués. C'est pratique. C'est aussi le niveau d'analyse d'un grille-pain.

Une critique sérieuse doit donc tenir deux idées en même temps. Oui, l'administration peut mal fonctionner et doit rendre des comptes. Non, le premier agent visible n'est pas automatiquement la cause du dysfonctionnement. Refuser cette distinction, c'est confondre le voyant rouge avec le moteur. Tu peux frapper sur le tableau de bord. La panne, vexée, restera exactement où elle était.